



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Bibliographie

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bibliographie. In: Économie rurale. N°92, 1972. La Grande-Bretagne et la France devant l'élargissement du marché commun. pp. 103-111;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1972\\_num\\_92\\_1\\_4254](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1972_num_92_1_4254)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE SIGNALETIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales

de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche - Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés - Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions - Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements - Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.

### 2) Economie générale.

LAVALL (B.). — Espace rural et industrialisation. Essai d'explication : l'exemple de l'Aquitaine. — R. jur. écon. Sud-Ouest **20** (2) 1971, 237-320, cartes, tabl.

Statistiques et indicateurs des régions françaises. — Coll. INSEE (R, 7) déc. 1971, 314 p., tabl., graph., cartes, index.

AMPHOUX (B.), BERGEROL (J.-M.). — La mécanisation de la vendange - considérations socio-économiques. — Montpellier, E.N.S.A., Centre de recherches agronomiques du Midi, Centre de gestion... de l'Hérault, mai 1971, 12 p., tabl., graph. (Session de perfectionnement d'ingénieurs organisée par la Chaire de machinisme agricole de l'E.N. S.A.M.).

BERTRAND (J.-P.), POULIQUEN (A.). — Analyse des problèmes posés par l'élaboration des décisions économiques dans des entreprises verticalement intégrées et polyvalentes en position dominante. — Paris, I.N.R.A., Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales, série de travaux de recherches (9) sept. 1971, 105 p.

BERTRAND (J.-P.), POULIQUEN (A.). — Analyse des problèmes pratiques soulevés par la construction d'un modèle linéaire multipériodique conçu comme élément central du processus de contrôle dans une entreprise verticalement intégrée, polyvalente et en position dominante. — Paris, I.N.R.A., Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales, série de travaux de recherches (10) oct. 1971, 52 p., fig., tabl., bibliogr.

BARNOUIN (M.G.), BLANC (M.). — Essai de calcul de la rentabilité des gîtes ruraux. — Digne, Chambre d'Agriculture et Centre rural de Comptabilité, mars 1971. — 68 p., tabl.

#### 4) Statistique, méthode et enquêtes.

BUREAU AGRICOLE COMMUN. — Le réseau d'information comptable agricole de la Communauté économique européenne. — Paris, 1971, 11 p., annexes, cartes.

Comptabilité agricole, département du Maine-et-Loire. Année 1970. — Angers, Chambre d'Agriculture, Bureau d'études économiques, 83 p. multigr., tabl.

LOSCH, KLEMM (H.). — Les besoins en cadres dans les activités agricoles et connexes à l'agriculture. Allemagne Fédérale. — Bruxelles, Commission des Communautés Européennes, Inform. int. sur l'agric. (65) déc. 1970, 61 p. + 14 p., annexe, tabl.

Travaux de comptabilité agricole régionale. Méthodologie - premières applications : années 1966-1967. — Nantes, CREDAR Cah. (2) mars 1969, 95 p. + tabl. ann., graph.

Travaux de comptabilité agricole régionale. Résultats des années 1966 - 1967 - 1968 - 1969. Provisoires 1970. — Nantes, CREDAR Cah. (8) avril 1971, 105 p. multigr. + ann., tabl., graph.

#### 5) Offre agricole

BROUSSOLLE (C.). — L'offre des produits animaux dans des ensembles agro-industriels. — Rennes, I.N.R.A., Station d'Economie Rurale, Série Travaux de Recherches (12) oct. 1971, 89 p. (Et dans Et. Econ. rur. (66) déc. 1969).

LAURET (F.). — Coûts, prix et équilibre sur le marché des fruits. — B.T.I. (263) oct. 1971, 823-826.

GRILLOT (M.). — Présentation de rapport : réflexions et propositions en vue de renforcer la politique de qualité en matière de produits agricoles et alimentaires par M. A. François. — C.R. Acad. Agric. 57 (14) 20-27 oct. 1971, 1153-1164.

REQUILLART (J.-P.). — Loisirs de plein-air : peut-on mesurer la ressource ? — Rev. forest. franç. (4) juillet-août 1971, 464-475, photos, réf.

#### 6) Débouchés - Consommation.

FOUQUET (A.). — Le budget des ménages en 1973 d'après le VI<sup>me</sup> Plan. — Econ. et Statist. (30) janvier 1972, 3-17, tabl., graph., bibliogr.

MAZENC (L.). — Les Italiens paient-ils le bifteck plus cher que les Français. — Toulouse, I.N.R.A. Laboratoire d'Economie rurale, annexé à l'Univ. des sciences sociales, oct. 1971. — 29 cm, 44 p., tabl., graph., annexes.

Coll. I.N.R.A. Toulouse.

#### 8) Prix et revenus.

BERNARD (P.-J.). — Structures urbaines et prix du sol. — R. écon. 23 (1) janvier 1972, 86-105.

#### 11) Structures.

BONNAMOUR (J.), GUERMOND (Y.), GILLETTE (C.). — Typologie des systèmes d'exploitation agricole utilisés en France. Essai méthodologique. — Annales de géogr. 80 (438) mars-avril 1971, 144-166, fig., graph., cartes, photos.

BORDAY (J.). — Le recensement de l'aviculture intensive en Bretagne en 1968. — Statist. agric. suppl. sér. Etudes (89) nov. 1971, 91 p., tabl., graph., cartes.

BRIANT (A.), FERTE (A.). — Etude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires. Résultats 1968. — Statist. agric. suppl. sér. Etudes (84) nov. 1971, 217 p., tabl., graph.

BRUGNOT (M.). — Environnement économique des exploitations agricoles françaises. — Statist. agric. suppl. sér. Etudes (86) oct. 1971, 190 p., tabl., graph.

CAVAILHES (J.). — La rente d'exploitation et les pas de porte dans l'agriculture française. — Dijon, I.N.R.A., Lab. de Rech. de la Chaire de Sciences Economiques de l'ENSSAA, Doc. de Rech. (1) sept. 1971, 53 p., tabl., graph. Coll. I.N.R.A., Dijon.

DORNER (P.), KANEL (D.). — Les arguments économiques en faveur de la réforme agraire - emploi, répartition des revenus et productivité. — Réforme agraire (1) 1971, 1-18, graph., 33 réf. bibliogr.

MAINIE (P.). — Les exploitations agricoles en France. — Paris, Presses Universitaires de France, 1971. — 17,5 cm, 128 p., bibliogr. (Que sais-je ? 354).

Surfaces agricoles pouvant être mobilisées pour une réforme de structure. — CEE, inform. internes sur l'Agric. (77) août 1971, 336 p., tabl.

#### 13) Sociologie.

THOMINE-DESMAZURES (M.), MIKHALEVITCH (A.). — La décomposition des processus traditionnels de socialisation de l'enfant rural. — Extr. de : Paedagogica europaea 1970/1971 (Le changement des programmes d'études en Europe), 206-222, 37 réf.

Coll. I.N.R.A.

#### 14) Démographie.

Evolution de la population agricole de 1955 à 1970. Prolongation de la tendance 1963 - 1967 - 1970 et projections pour 1975. — Cah. Statist. agric. (165) nov.-déc. 1971, 1-24, tabl.

HOULLIER (F.). — Les mutations méconnues du monde agricole. — Probl. écon. (1259) fév. 1972, 6-13.  
(Extr. de la rev. Etudes, déc. 1971).

#### 16) Croissance et développement.

AHMAD (Z.M.). — Les conséquences de la révolution verte en Asie. — Probl. écon. (1261) 1<sup>er</sup> mars 1972, 18-20 (Extr. d'un article paru dans la R. int. Trav., janv. 1972).

SAITO KAZUO. — Bilan actuel et perspectives de la révolution verte : un point de vue japonais. — Probl. écon. (1261) 1<sup>er</sup> mars 1972, 21-29, 18 réf. bibliogr. (Extr. de The developing economies, mars 1971).

BERGER (A.), LAGET (M.) et al. — Une économie de moyenne montagne à croissance différée : la Lozère. — Econ. mérid. (75) juillet-sept. 1971, 11 p.

CLARK (C.). — Les problèmes de l'agriculture de subsistance. — Agric. dans le monde 21 (4) oct. 1971, 13-18.  
(Extrait d'un article de C. CLARK publié dans zeitschrift für auslän dische Landwirtschaft).

HOUE (P.). — Les projets de développement rural. — Econ. et Human. (203) janv.-fév. 1972, 64-77.

LUNIN (J.). — La pollution agricole en perspective. — Agric. dans le monde 21 (4) octobre 1971, 19-27, réf.

MEISTER (A.). — Moderniser les exploitations agricoles. — Cérès 4 (6) nov.-déc. 1971, 26-30.

PERCEVAL (L.). — Deux ans de développement agricole à Cuba (1968-1970). — Econ. et Polit. (207) oct. 1971, 140-143.

REBOUL (C.). — Structures agraires et problèmes du développement au Sénégal. — Paris, I.N.R.A., Station centrale d'Econ. et Sociol. rur., déc. 1971, 150 p., tabl., réf., bibliogr.

#### 18) Investissements - Financement.

MAINIE (P.). — Politique de financement et concentration agraire en France. — C.R. Acad. Agric. 57 (11) 2 et 9 juin 1971, 865-884, tabl.

#### 22) Agricultures étrangères.

Mc FARQUHAR (A.M.M.), EVANS (M.C.). — Projection models for U.K. food and agriculture. — J. agric. Econ. 22 (3) sept. 1971, 321-350, graph., tabl., index, disc.

#### 23) Etudes par produit.

BERGMANN (D.). — L'économie de la branche fruits en France. Quelques voies et options pour une politique à long terme. — Paris, I.N.R.A., Département d'économie et de sociologie rurales, série notes et synthèses du Département (1) déc. 1971, 25 p. multigr.  
Coll. I.N.R.A., Paris.

RAFFARIN (J.). — La viticulture française à l'heure du marché commun : orientations et perspectives d'avenir. — J.O. Av. R. Cons. écon. soc. (1) 11 janvier 1972, 48 p.

### LISTE D'OUVRAGES RECENTS

*La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie*

*rurales de l'I.N.R.A. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.*

#### 2) Economie générale.

BADOUIN (R.). — Economie rurale. — Paris, A. Colin, 1971. — 23,5 cm, 599 p., tabl., graph., réf. bibliogr.  
(Série « sciences économiques et gestion » dir. par Le Bourva J.).

SAINT-MARC (P.). — Socialisation de la nature. — Paris, Stock, 1972. — 21,5 cm, 381 p., cartes, réf.

VERNIER (J.). — La bataille de l'environnement. — Paris, Robert Laffont, 1971. — 21,5 cm, 317 p., tabl.

### 9) Coopération.

POITEVIN (J.). — La coopération agricole. — Paris, Dalloz, 1971. — 21,5 cm, 613 p.  
(Manuel Dalloz de droit usuel).

### 11) Structures.

POSTEL-VINAY (G.). — Recherches sur le développement du capitalisme en agriculture en France. Sa voie classique. Exemple du Soissonnais. — Thèse Doct. 3<sup>me</sup> cycle Fac. Lettres et Sci. hum. Paris, s.d., 282-XXXI p. multigr., tabl., graph.

### 13) Sociologie.

ATELIER de RECHERCHE et d'ETUDES d'AMENAGEMENT. — La vie rurale dans le bassin parisien. Evolution et avenir des éléments du cadre de vie. — Paris, 1970, III-71 p., graph.

### 15) Histoire.

GRATTON (P.). — Les luttes de classes dans les campagnes. — Paris, Anthropos, 1971. — 22 cm, 482 p., tabl., graph., fig., annexes, bibliogr.

### 16) Croissance et développement.

YUDELMAN (M.), BUTLER (G.), BANERJI (R.). — Evolution technologique de l'agriculture et emploi dans les pays en voie de développement. — Paris, Centre de développement de l'O.C.D.E., 1971. — 24 cm, 227 p.  
(Etudes sur l'emploi, 4).

### 18) Investissements - Financement.

BYE (P.). — Accumulation du capital et dynamique des industries agricoles et alimentaires. — Grenoble, Centre national d'études économiques et juridiques agricoles, mars 1971. — 20,5 cm, 177 p., tabl. (Université des sciences sociales de Grenoble, Institut de recherche économique et de planification, CNEEJA).

COUTURIER (G.B.). — Les sociétés foncières rurales. — Paris, Livre-clé, 1971. — 18 cm, 151 p.

LEVY-LAMBERT (H.), GUILLAUME (H.), dir. — La rationalisation des choix budgétaires. — Paris, Presses universitaires de France, 1971. — 17,5 cm, 213 p., fig., tabl., bibliogr.

### 21) Commerce international.

Echange international et croissance. Textes choisis et présentés par Lassudrie-Duchêne B., trad. de l'anglais. — Paris, Economica, 1972. — 21,5 cm, XVII-358 p.

(Coll. Les textes fondamentaux, série : Economie internationale, vol. 1).

### 23) Etudes par produit.

PLUVINAGE (J.). — Regards sur l'élevage bovin français et son avenir. — Paris, éd. Genin et I.T.E.B., 1971. — 24 cm, 394 p., tabl., graph., cartes, bibliographie.

(Thèse de doctorat 3<sup>me</sup> cycle).

TALONI (A.). — Essai de comparaison des conditions de production des jeunes bovins en Italie et en France. — Paris, CNCE, 1970. — 26,5 cm, 164 pages, tabl., graph.

## BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

### A propos de :

CORTI (Mario). — *Politique agricole et construction de l'Europe*. Lausanne, Imprimerie vaudoise, 1971, 338 pages.

### UNE PROPOSITION COHERENTE POUR RESOUDRE LE PROBLEME AGRICOLE DU MARCHÉ COMMUN

par Jean DAYRE (1)

Il y a longtemps que l'idée était dans l'air. Des économistes et des hommes d'Etat l'avaient à diverses reprises évoquée. Pourquoi, disaient-ils, s'évertuer à soutenir les prix agricoles dans le cadre de la CEE au risque d'entretenir la surproduction, d'entraîner la mévente des denrées et, paradoxalement, de renchérir le coût de la vie ? De cette contradiction troublante du traité de Rome, des esprits lucides avaient graduellement pris conscience. Mais il ne suffit pas d'énoncer un principe, d'esquisser de nouvelles orientations pour construire une politique. Une lacune doctrinale restait à combler pour éclairer un sujet singulièrement controversé.

Il appartenait à un jeune économiste helvétique, de surcroît praticien de l'agronomie, de proposer une solution opérationnelle propre à lever des difficultés trop connues, plus psychologiques d'ailleurs que techniques. Tel est l'objet de la thèse soutenue par M. Mario Corti à l'Université de Lausanne en juillet 1971. Le professeur Firmin Oulès, directeur de cette thèse, en a résumé la substance dans une préface de 43 pages qu'il a écrite pour présenter l'édition commerciale de l'ouvrage.

Je me propose, dans le commentaire qui suit :

1° de rappeler les caractéristiques du système communautaire telles qu'elles sont décrites dans la thèse de M. Corti et dans la préface de M. Oulès, d'en souligner les graves défauts sous le double rapport de la productivité et de la justice ;

2° d'indiquer en regard, selon les mêmes sources, les caractéristiques du système britannique souvent donné en exemple et parfois proposé comme modèle alors qu'il n'est pas, lui non plus, exempt de critique ;

3° de montrer, avec MM. Oulès et Corti, qu'on peut imaginer un *tiers parti* qui permettrait d'éviter les erreurs constatées de part et d'autre et de réaliser, dans le cadre du Marché commun élargi, une organisation cohérente répondant, autant qu'on peut humainement le souhaiter, à ces trois exigences de toute économie rationnelle : l'efficacité, l'équilibre, l'équité.

### A. — LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE

Les caractères de ce système et ses tares sont bien connus de tous ceux qui ont pris connaissance du plan Mansholt pour la CEE et du rapport Vedel pour la France.

a) En ce qui concerne le commerce extérieur, le régime des importations agricoles est nettement protectionniste. Ainsi les consommateurs de la Communauté paient très cher les denrées alimentaires qu'ils achètent, parfois le double des prix pratiqués dans les pays d'origine.

b) Sur les marchés intérieurs, les autorités communautaires interviennent systématiquement pour soutenir les prix de vente des produits agricoles. Dès que le prix de marché d'une denrée tombe au-dessous du prix d'intervention, les pouvoirs publics font acheter les surplus par des organismes qu'ils subventionnent. Cette politique coûte très cher aux contribuables de la Communauté.

c) Ces subventions publiques, pudiquement appelées « restitutions », couvrent la différence entre le prix communautaire élevé et le cours du marché mondial, beaucoup plus bas, marché sur lequel doivent être écoulés les excédents.

d) Comme les prix politiques de la plupart des denrées sont très rémunérateurs pour les gros agriculteurs, ils incitent ceux-ci à augmenter leur production, ce qui accroît le déséquilibre des marchés et le déficit des exportations à la charge des contribuables.

Cette politique est évidemment motivée par le souci légitime d'assurer un revenu décent aux paysans exploitant de petites surfaces de culture coûteuse. Mais on doit se demander s'il n'y a pas d'autre solution pour répondre à ce besoin dont la justification est sociale plus qu'économique. Ce qu'il faut bien voir, c'est que, dans l'état actuel des choses, les citoyens de la Communauté économique européenne doivent subvenir de deux manières au financement du déséquilibre agricole. En tant que *consommateurs*, ils ont à payer, pour les produits importés comme pour les produits indigènes, des prix nettement supérieurs à ceux du marché mondial. En tant que *contribuables*, ils participent aux charges de la vente des surplus par le financement des soi-disant « restitutions ». Ils sont donc doublement pénalisés sans qu'il y ait apparemment pour cela d'autre raison que celle de maintenir dans la majorité des cas des formes d'exploitation archaïques tout en assurant, en pays de grande culture, des rentes substantielles aux entreprises modernes.

### B. — LE SYSTEME BRITANNIQUE

Il est juste de dire que la politique agricole du Royaume-Uni, inspirée par de tout autres principes, échappe à la plupart des critiques adressées, sur la plan de l'intérêt général, au système issu du traité de Rome dans l'Europe des Six.

a) En ce qui concerne le commerce extérieur, le régime des importations est libre-échangiste. Ainsi le consommateur britannique peut s'alimenter à des prix relativement

(1) Ingénieur en chef du Génie rural (ER), ancien chargé de mission au Ministère de l'Economie (Services de la Productivité).

bas, de l'ordre de ceux qui sont en vigueur par exemple au Canada, en Argentine, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Le coût de la vie étant abaissé en conséquence, cette politique agricole limite les revendications salariales et la hausse des prix industriels.

b) Sur le marché intérieur, le gouvernement n'intervient pas pour soutenir les prix agricoles, ni pour financer la réexportation de surplus.

c) Toutefois ce système apparemment libéral recouvre une sorte de protectionnisme latent. Bien que les entreprises agricoles du Royaume-Uni, exposées à la pression de la concurrence internationale, soient relativement efficaces en comparaison de leurs homologues continentaux, elles ont obtenu des garanties de prix qui prennent la forme de subventions à la production dites « *deficiency payments* ». Ces subventions couvrent en principe l'écart entre les revenus qu'il paraît convenable d'assurer aux agriculteurs britanniques et ceux qu'ils encaisseraient s'ils devaient vendre leurs produits aux prix du marché mondial.

Si on tient compte de ces subventions à l'agriculture britannique, on peut constater que les avantages du système ne résident pas tellement dans la liberté des échanges, mais plutôt dans la part accordée aux importations par rapport à la production nationale. Cela explique le faible niveau de main-d'œuvre occupée dans l'agriculture britannique, la dimension relativement grande de ses entreprises et finalement la possibilité de limiter pour ces raisons la charge imposée au contribuable britannique par le service des *deficiency payments*. Mais, ainsi que le remarque le professeur Oulès, si on comparait le système britannique et le système communautaire pour un taux donné d'approvisionnement à l'étranger et un niveau donné de soutien à la production nationale, les charges des deux systèmes seraient sensiblement égales. Quand la production s'élève par l'effet du soutien des prix, ce sont les subventions à l'exportation des surplus qui augmentent dans la Communauté ; en Grande-Bretagne ce sont les prix qui baissent, mais leur diminution accroît la charge des subventions à l'agriculture.

De ce qui précède il résulte que le défaut commun des deux systèmes est de lier l'aide aux agriculteurs au volume de leur production sans égard aux grandes différences de coût entre les petites exploitations paysannes, dont la productivité est si faible qu'elles ont souvent besoin d'une aide sociale plus qu'économique, et les grandes entreprises d'agriculture qui, lorsqu'elles sont bien conduites, n'ont en principe besoin d'aucune autre aide qu'une distinction honorifique au bénéfice de leurs dirigeants. Cette remarque nous met sur la voie d'une sorte de synthèse dialectique entre la thèse communautaire et l'antithèse britannique. C'est ce que j'ai annoncé comme pouvant être le « tiers parti ».

### C. — LE TIERS PARTI

Il s'agit en bref, comme on l'a souvent dit, de remplacer le *soutien au produit* par un *soutien à l'homme*. Autrement dit, nous pouvons rêver d'un système qui ressemblerait

comme un cousin germain au système britannique de libre échange et de compensations accordées aux producteurs nationaux, mais non comme un frère jumeau, car les *deficiency payments*, proportionnés aux quantités produites, feraient alors place à des allocations sociales indépendantes de la production et distribuées selon de tous autres critères.

C'est dans cette voie raisonnable que nous engage M. Corti. L'essentiel de la réforme qu'il propose consiste à combiner judicieusement deux moyens :

1° la baisse graduelle — à pouvoir d'achat constant — du niveau des prix agricoles par la réduction progressive de la protection douanière résultant du tarif agricole commun ;

2° le versement d'importantes subventions directes aux agriculteurs qui ont besoin d'être aidés économiquement ou socialement de telle sorte que, malgré la baisse des prix agricoles, leur revenu augmente.

Cette nouvelle politique agricole permettrait d'atténuer sensiblement les rentes dont bénéficient les gros exploitants tandis que les petits, opérant dans des structures périmées, seraient incités à les améliorer s'ils voulaient consacrer toute leur activité à l'agriculture.

Un tel système d'aides directes remplaçant le soutien des prix favoriserait beaucoup la construction de l'Europe. Il répondrait en effet aux critères décisifs pour une politique conforme à l'intérêt général. Trois points méritent d'être signalés.

En premier lieu la baisse des prix agricoles dans les pays de la Communauté aurait les avantages suivants :

a) Elle faciliterait considérablement l'entrée effective de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

b) Elle favoriserait tous les consommateurs et contribuables de la Communauté élargie.

c) Elle renforcerait la position concurrentielle de l'industrie de la Communauté sur les marchés extérieurs.

d) Elle contribuerait à équilibrer l'offre et la demande des produits agricoles dans la Communauté et aussi dans l'ensemble du monde libre.

En second lieu, les interventions des autorités communautaires sur les marchés intérieurs, aujourd'hui très coûteuses pour les consommateurs, seraient progressivement réduites. En attendant une meilleure organisation des marchés mondiaux, ces autorités pourraient se borner à stabiliser les prix agricoles grâce au tarif douanier commun sans les soutenir par des subventions.

En troisième lieu, et c'est là l'avantage principal du système proposé, il deviendrait possible d'instaurer sans nouveaux délais un régime d'aides différenciées et en principe dégressives au fur et à mesure de la rationalisation des structures agricoles dans les pays de la Communauté. Ce système conduirait à une certaine régionalisation de la politique européenne des revenus agricoles sans porter pour autant atteinte à son unité. La régionalisation serait en effet

transitoire. D'autre part la possibilité de soumettre l'octroi de l'indemnité directe et personnelle à des conditions précises permettrait d'exercer un contrôle efficace sur la restructuration des exploitations inadaptées et trop coûteuses.

Pour en terminer avec l'examen de ce livre attachant et riche en propositions constructives, il convient évidemment d'en considérer les implications politiques.

M. Corti est assez averti des réalités pour n'avoir pas sous-estimé les obstacles auxquels se heurtera fatalement la vaste réforme qu'il préconise. Mais, à tout prendre, ces obstacles ne sont pas plus forts dans l'Europe communautaire d'aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en Angleterre, au milieu du XIX<sup>m</sup> siècle, quand Richard Cobden a engagé sa célèbre campagne pour l'abolition des Corn-Laws. On peut même supposer que les résistances de l'époque étaient nettement plus fortes puisque l'agriculture représentait alors en ce pays une fraction bien plus grande de l'activité nationale qu'elle n'en représente dans l'Europe communautaire de notre temps, non seulement en Grande-Bretagne et en Allemagne, mais en France même. La campagne menée par Cobden n'en a pas moins eu raison, en 1846, de ces résistances puissantes par le nombre et aussi par la force des intérêts coalisés contre le projet de réforme.

Inspiré par ce précédent d'une propagande finalement couronnée de succès, M. Corti réclame l'ouverture d'une vaste campagne d'information du public européen, campagne qui devrait être concrète, objective et largement diffusée dans tous les milieux. Le but serait de faire comprendre à toutes les catégories sociales concernées (consommateurs, contribuables, moyens et petits agriculteurs) le sens de leurs véritables intérêts.

Tel est l'enjeu de l'entreprise, à la fois ambitieux et réaliste. Sans doute, jusqu'à présent, les groupes sociaux et politiques ont-ils refusé de voir la vérité dans sa froideur implacable. Mais, comme l'a écrit Aldous Huxley, « les faits ne cessent pas d'exister même lorsqu'on les ignore ».

BUTTERWICK (M.) et NEVILLE-ROLFE (E.). — *Agricultural Marketing and the EEC*. London, Hutchinson et Co. 1971, 287 p.

A la suite de l'échec relatif de la politique des prix, incapable à elle seule d'améliorer le revenu des agriculteurs, ceux-ci ont enfin compris l'importance d'une adaptation efficace entre l'offre et la demande. Mais ces désirs sont loin encore d'entrer dans le domaine des réalités : telle est la cause du « marketing gap », dénoncé par les auteurs.

C'était l'intention du « Marketing Act » de 1931 d'étendre à tous les producteurs, après un vote favorable des deux tiers d'entre eux, les règles de qualité, de prix, voire de quantité à vendre édictées par un « Board » monopolistique.

C'est par son intermédiaire que les aides gouvernementales sont payées aux agriculteurs, précise l'Egg marketing board de 1958. L'ensemble des produits se trouve ainsi concerné peu à peu, dans un système envié par la majorité des agriculteurs du continent.

Réflexion impie aux yeux des syndicalistes britanniques, fermement attachés aujourd'hui à cette organisation ; ce pouvoir monopolistique, disent les auteurs, est la cause d'un mauvais équipement et d'une incapacité notoire à entrer en compétition commerciale sur un marché libre (p. 16). Les coopératives continentales, malgré leurs nombreux défauts, sont mieux préparées à l'ouverture des frontières que les agriculteurs britanniques ! Leur long pedigree leur assure aujourd'hui une influence économique considérable tant au niveau des achats que des ventes des exploitants agricoles. Dans un tel débat, on est tenté de se demander si chacun n'exagère pas ses propres défauts, pour minimiser ceux d'outre-Manche.

En Angleterre, le mouvement coopératif n'a concerné que les consommateurs urbains. La principale raison tient aux bonnes structures agraires des exploitants britanniques : ceux-ci ont toujours choisi des procédés individualistes pour vendre leurs produits, alors que les nombreux petits paysans de l'Europe, sans ressources pour financer eux-mêmes leurs équipements commerciaux, ont dû en passer par des solutions coopératives.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun suppose de sérieuses évolutions : il faut réformer les « Boards », renoncer à leur variété ainsi qu'à l'accapement des fonctions commerciales par les bureaucrates. Là où l'organisation de marché n'arrive pas à contrôler correctement ses membres, le système évolue vers une intégration par les industries d'amont ou d'aval.

Après avoir examiné la situation pour chaque produit, les auteurs s'interrogent sur l'avenir des interventions dans un Marché commun élargi. Les agriculteurs britanniques seront confrontés avec un nouveau système de prix, les industriels avec des nouveaux coûts pour leur approvisionnement, et les commerçants avec la réglementation complexe de la CEE, tant pour les marchés intérieurs qu'extérieurs. Pour les auteurs, la période de transition prévue ne peut qu'augmenter la confusion.

L'agriculture britannique va se trouver directement confrontée avec celle de deux pays au moins de la CEE, qui pratiquent une politique agressive d'exportation de leurs surplus grâce aux aides gouvernementales qu'elles reçoivent.

Cet ouvrage éclaire bien les continentaux sur les points de vue de nos nouveaux partenaires. Écrit avec une pointe d'humour, sa lecture est facile, stimulante et indispensable à l'économiste.

(Ph. Mainié)

BARBERIS (Corrado), — *Sociologia del piano Mansholt*.  
Préface de Michele Bottelico, Bologna, Società Il Mulino, 1971, 17 × 25, 250 p.

Les lecteurs d'Economie Rurale connaissent bien la plume incisive et pénétrante du professeur Barberis, de l'Université de Rome. Après son ouvrage *Sociologia Rurale* et son étude sur les Ouvriers Paysans, *Gli Operai Contadini*, il nous donne une remarquable vue prospective sur l'évolution de l'agriculture italienne et la politique agricole.

Pour la première fois en Europe, le plan Mansholt, dit l'auteur, donne une vision cohérente sur ce que pourrait être l'évolution de l'agriculture et sur les moyens permettant à l'agriculture de rendre à la société moderne les services dont elle a besoin. Chose si neuve que l'auteur est prêt à passer sur certains points, quitte, comme nous le verrons, à proposer des adaptations très positives.

Alors que son ouvrage sur les ouvriers paysans débordait de beaucoup le cadre italien, l'auteur insiste ici plus spécialement sur les problèmes de son pays. Les premières années du Marché Commun ont été le témoin d'un essor spectaculaire de l'agriculture italienne. Les chiffres suivants, que je relève dans l'annuaire statistique de la Communauté Européenne (1971), pourront aider le lecteur français à mieux comprendre les positions de l'auteur.

	Italie	France	CEE
Production brute finale (en milliards U.C. courants) :			
1958 .....	5,5	7,1	20,4
1970 .....	10,2	12,7	37,7
Emploi agricole (mios) :			
1958 .....	(7) (1)	4,5	(16)
1970 .....	3,7	2,9	(10)
1967 : Enquête communautaire (millions) :			
Nombre d'exploitations (en millions) .....	3	1,7	6,4
Part de la SAU en faire-valoir direct (en pourcentage) .....	70	52	62
Chefs de famille occupés en dehors de l'exploitation ....	23,9	15,1	22
Membres de la famille occupés en dehors exploit. ....	17,7	10,3	16,2
Exploitation occupant moins d'une U.T.H. ....	46,7	26,5	36
Main-d'œuvre occupée non régulièrement .....	24,3	6,2	13,5

(1) Evaluation.

Exprimé en Unités de Compte de valeur courante, l'indice d'accroissement de la productivité par travailleur italien est, au bout des douze ans de la statistique ci-dessus, de l'ordre

de 350 : celui du travailleur français, seulement de 270. Pourtant, l'efficacité reste encore faible : la valeur de la production brute par travailleur dépasse 4 000 U.C. en France en 1970 (près de 8 000 à 9 000 aux Pays-Bas) et n'atteint pas 3 000 en Italie. Un grand nombre d'exploitations restent dans le domaine de la subsistance ou de l'activité à mi-temps. Tant par suite de sous-occupation que pour des raisons de travail non agricole, près de la moitié des entreprises occupent moins d'un travailleur à plein temps.

Le plan Mansholt, poussé à l'extrême, note C. Barberis, devrait faire passer le nombre des exploitations de près de trois millions à moins de 400 000. Mais ce ne sont pas tant ces prévisions qui intéressent l'auteur que l'ensemble des moyens préconisés pour constituer des entreprises saines et assurant la satisfaction de leurs travailleurs. C'est ce qu'il examine dans les trois premiers chapitres de son travail : structure foncière et politique de marché, structure foncière et prévision démographique, structure foncière et société rurale.

Sans détail : chacun de ses chapitres — à chaque page, l'on rencontre une vision originale des problèmes qui ne lasse jamais le lecteur, le stimule et l'oblige à se remettre en question — nous voudrions seulement insister sur quelques-unes des réflexions fondamentales de l'auteur.

On sait l'importance attribuée par C. Barberis aux problèmes du travail à temps partiel. Le 3 mars 1971, à l'Académie d'Agriculture de France, il avait employé l'expression, un peu adoucie dans les comptes rendus, de « Contreplan Mansholt ». Puisqu'il faut de toutes façons relever le revenu de l'agriculteur, ne serait-il pas possible en effet non tant de diminuer le nombre des parties prenantes dans une production uniquement agricole, que de relever le niveau des ressources des exploitations agricoles existant déjà en y adjoignant des activités non agricoles ? Il rappelle que sur les 7 700 000 exploitations de la CEE, il n'en est que 2 550 000 où la seule source de revenu provienne de l'agriculture. Et cette dernière catégorie ne compte en Italie que 900 000 entreprises. C'est à ce chiffre, non à celui de trois millions, qu'il faut comparer les 400 000 exploitations qui constituent l'idéal Mansholt.

Les lecteurs d'Economie Rurale ont vu dans le numéro 59 les réflexions de l'auteur à propos de la région : élément nécessaire pour adapter continuellement l'agriculture locale aux orientations de la politique générale. Mais organisme difficile à mettre en application. Avec humour, il citera D. Bergmann : « La région agricole : un ensemble d'agriculteurs qui font les mêmes erreurs... ». Pourtant il ne désespère pas. Dans ses conclusions, il souhaite par exemple que, dans la logique du Plan Mansholt envisageant la reconversion accélérée des agriculteurs, s'établisse une autorité régionale commune, qui coordonne les problèmes agricoles et les problèmes industriels, et mène ainsi une politique unique.

La seconde partie de l'ouvrage donne nombre d'informations sur la structure des entreprises des diverses régions italiennes : c'est peut-être le meilleur argument en faveur des actions régionales, devant être profondément diversifiées pour satisfaire aux réalités.

Nous venons d'évoquer une des conclusions de l'auteur sur la nécessité de coordonner les orientations agricoles et les programmes industriels. Citons-en d'autres, aussi évocatrices. Insister sur les aides pour faciliter retraites et départs des agriculteurs âgés. Accentuer les moyens de reconversion des jeunes agriculteurs (Noter que de 1958 à 1970, l'emploi non agricole en Italie s'élève à l'indice 125, contre 121 en France). Encourager de façon positive les exploitations capa-

JANNE (Henri). — *Le temps du changement*. Coll. Marabout Université, Verviers, Gérard et C°. 253 p.

Le capitalisme s'étant profondément modifié, le socialisme doit se renouveler : après un bilan détaillé de la société moderne et une prospective pour l'an 2000, l'auteur critique la théorie du « néo-capitalisme » et en expose le remède : « un socialisme démocratique », « simplement remis à l'heure du temps et cependant resté lui-même ».

La seule échappatoire au conditionnement est précisément cette prise de conscience des moyens d'action dont nous disposons : cette critique ne doit pas rester du domaine de la culture, mais aboutir à une « praxis ». Que les spéculateurs éthérés fuient donc ! Ils savent tout ce qui est exposé ici. On connaît les incohérences de la société de consommation, la dépersonnalisation croissante des relations autres que sexuelles ou familiales, l'irrationnalité individuelle et l'érotisation de la publicité, ainsi que les diverses modifications professionnelles et techniques qui rendent vains le savoir universitaire et la formation d'humanistes. Qu'on ne se déçoive pas d'apprendre peu : l'auteur ne ratiocine pas sur des intellectualités, mais dépeint le champ de bataille où nous manœuvrons habituellement sans prévoir « la force des choses ».

Peut-être eût-il fallu écarter la légitimation de cette prospective ; par contre, notre « somnambulisme béat » est à juste titre dénoncé ainsi que la tendance actuelle du socialisme à couvrir une politique conservatrice des structures économique-sociales (en particulier le « culte de la réussite »).

bles de vivre un jour par elles mêmes, sans gaspiller de l'argent ni pour celles qui ont déjà atteint ce but, ni pour celles qui ne pourront pas l'atteindre. Favoriser les formes d'agriculture de groupe, et enfin trouver un statut du travailleur à temps partiel qui n'oblige pas des centaines de milliers de personnes à renoncer à leur type d'exploitation.

Souhaitons qu'un jour une traduction française de cet ouvrage — ou mieux encore une étude d'ensemble sur le Marché Commun — donne au public français l'occasion de connaître mieux la prodigieuse culture et les vues neuves du Professeur Barberis.

(Henri de Farcy)

Avec la mutation radicale du capitalisme (« exploitation des masses par et dans la consommation ») et la sexualisation agressive de la publicité, son principal outil, se dessine une contradiction nécessaire : « par sa technicité sans cesse accrue et les contradictions qu'elle implique, la production exige le plein développement de l'homme sur les plans intellectuels et caractériels, alors que la consommation postule le conditionnement de l'individu ». C'est « l'imagination au pouvoir » ; la culture, coupée de ses racines, puise çà et là de quoi survivre et se ramifie en « subcultures » hautement conditionnées (celle, antagoniste, de la jeunesse, d'autres aussi qui fuient le système — hippies, drogue, violence ; en quelque sorte fonctionnelles).

Reste cependant l'« irréductible » je : nul n'ignore les crises actuelles de l'Université, l'inégalité sociale, de même que l'emprise économique des Etats-Unis en Europe, sous prétexte de perpétuer le capitalisme.

Sous l'égide de « socialisme rénové », l'auteur envisage toute une série de réformes de base, parfois utopiques. Mais, en bon socialiste, il fait progresser les masses à leur insu, grâce à une minorité éclairée. Si en effet le Capitalisme aliène l'homme « dans et par le profit », le Socialisme le lui rend bien, par et dans la planification, « facteur de démocratie politique ». Dans les deux théories, l'homme est un outil ; mais « l'irréductible » je proteste !

Après mûre lecture, une longue discussion s'impose donc, dont on puisse tirer quelques conclusions pratiques.

(C. Mainié)